

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 144 (1999)
Heft: 10

Artikel: Le rôle de la Russie dans les Balkans
Autor: Saudan, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-348742>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le rôle de la Russie dans les Balkans

La Russie a toujours voulu jouer un rôle important dans les Balkans. L'étroite relation entre la Russie et la Serbie dure depuis plusieurs siècles. Ces deux pays ont été notamment alliés au cours des deux guerres mondiales. Ce sont deux peuples slaves et orthodoxes qui ont une histoire souvent commune, en dépit de la distance géographique qui sépare les deux États.

■ Cap Dominique Saudan

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le président yougoslave Tito a réussi le tour de force de rester en dehors de la sphère d'influence de l'Union soviétique de Staline, en essayant une sorte de troisième voie entre le capitalisme et le communisme. Les relations entre les deux pays ont été tendues durant quelques années. A la suite de la mort de Staline en 1953, la situation s'est normalisée peu à peu entre ces deux pays à composante majoritairement slave.

La chute du mur de Berlin

La chute du mur de Berlin en 1989 a marqué la fin de l'époque de la guerre froide. Cela a été bénéfique pour la plupart des pays européens à deux exceptions près (la Yougoslavie et l'Union soviétique). L'implosion dans ces deux pays a eu des conséquences dramatiques pour la stabilité des Balkans et de certaines régions de l'ex-Union soviétique (Transdnestrrie, Nagorny-Karabakh, Tadjikistan, Abkhazie, Tchétchénie).

La dissolution de l'Union soviétique et de la Yougoslavie a marqué le début d'une nouvelle ère. La Russie a repris la succession de la défunte Union soviétique à la fin de 1991; elle s'est retrouvée en face d'une nouvelle situation en matière de politique de sécurité européenne. Tous les pays d'Europe de l'Est se sont tournés vers l'Occident, en particulier vers l'Union européenne et l'OTAN. De plus, la plupart des pays nouvellement indépendants de l'ex-Union soviétique, en particulier les pays baltes, ont voulu prendre tout de suite les distances avec Moscou. Par conséquent, la Russie s'est retrouvée pratiquement sans aucun allié véritable au sein de la CEI (la seule exception notable étant la Biélorussie).

En ce qui concerne les Balkans, la Russie a toujours insisté sur la sauvegarde de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Selon Moscou, l'Occident a commis une erreur impardonnable en reconnaissant l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en 1991; ce premier pas vers un éclatement de la Yougoslavie a provoqué une série de catastrophes (Bosnie et Kosovo entre autres), dont nous subissons aujourd'hui encore les tragiques conséquences.

La Russie tout au long de ces dernières années a soutenu la Serbie, aussi bien moralement que militairement, en livrant de nombreuses armes et du matériel militaire à ce pays isolé de la scène diplomatique européenne (cela en dépit de l'embargo décrété par les Nations unies). Le double jeu mené par la Russie dans les Balkans n'a pas toujours été du goût des gouvernements occidentaux, en particulier du gouvernement américain.

Précarité de la situation en Russie

La Russie est un pays très riche si l'on se réfère aux ressources naturelles (gaz, pétrole et autres matières premières) mais très pauvre en ce qui concerne le niveau de vie de la majorité de ses 149 millions d'habitants.

Le passage à l'économie de marché a provoqué un appauvrissement impressionnant de la population. Les couches supérieures de la *nomenklatura* et les *apparatchiks* ont été les seuls à profiter de la nouvelle donne économique, en s'appropriant pratiquement toutes les richesses du pays au cours de la privatisation initiée en 1992.

Quant à l'armée russe, elle a beaucoup perdu de son importance au cours de ces dernières années. Son prestige a fortement diminué et nombreux sont les officiers qui préfèrent retourner à la vie civile, au sein d'organisations mafieuses plutôt que de risquer l'indigence en attendant la solde encore impayée des mois précédents. Quant aux généraux, ils vivent dans l'abondance sans se préoccuper le moins du monde du sort de leurs soldats.

Par conséquent, le mécontentement est profond au sein de la société russe. La différence de niveau de vie entre les nantis et les autres citoyens s'accroît de jour en jour. Du point de vue géopolitique, la Russie a le sentiment d'être un laissé-pour-compte de la grande scène internationale. Elle a subi de nombreuses humiliations au cours des dernières années. Les nationalistes et les communistes, qui forment la majorité à la Duma (Parlement russe), n'ont pas digéré l'élargissement de l'OTAN à l'Est (la Pologne, la République tchèque et la Hongrie sont les trois nouveaux membres de l'Alliance atlantique depuis avril 1999).

La réaction de Moscou à la suite des bombardements de l'OTAN en Yougoslavie

En mars 1999, les bombardements sur la Yougoslavie par les Forces aériennes de l'OTAN ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase en Russie. Les premiers jours du conflit ont été marqués par un



La Russie, puissance nucléaire, joue un rôle important dans les Balkans, surtout auprès des «frères slaves».



Ce sont des systèmes d'armes russes qui équipent les troupes de Milosevic. Ici un M-84A, en fait un T-72, construit sous licence en Yougoslavie.

paroxysme de tension entre les puissances occidentales et la Russie. Les représentants russes au siège de l'OTAN à Bruxelles ont été rappelés immédiatement à Moscou pour des «consultations», et les représentants de l'OTAN en Russie ont été déclarés «persona non grata».

Beaucoup de parlementaires russes étaient prêts à envoyer des troupes russes régulières en renfort de l'armée yougoslave, directement sur le terrain, afin de mettre fin à «l'agression» des Occidentaux (ce mot «agression» a été le leitmotiv de la presse russe tout au long de l'opération «Force alliée» menée par l'OTAN). De nombreux volontaires russes (en particulier beaucoup d'officiers) ont fait leur apparition au Kosovo dès les premiers jours du conflit; ils ont participé aux combats en secondant les forces serbes. Ces volontaires avaient, pour la plupart, participé à la campagne d'Afghanistan dans les années 1980 ou de Tchétchénie en 1994-1996.

La réaction immédiate de la Russie aux bombardements de l'OTAN a été caractérisée par une sorte d'hystérie collective. On se serait cru de nouveau au temps de la guerre froide. L'ambassade américaine est restée en état de siège durant plusieurs jours. Les grandiloquentes déclarations d'amour n'ont cessé de pulluler pour les pauvres frères slaves de Serbie victimes d'une injuste punition. Par contre, personne en Russie n'a fait mention de l'épuration ethnique dont ont été victimes les Albanais du Kosovo. Le président russe, Boris Eltsine, plus imprévisible que jamais, a multiplié les déclarations les plus intempestives en parlant même de la possibilité d'une Troisième Guerre mondiale, si l'Occident n'arrêtait pas immédiatement ses bombardements.

L'offensive diplomatique russe

Néanmoins, après quelques semaines de conflit en Yougo-

slavie, les Russes ont dû constater que l'Occident n'avait pas l'intention de cesser ses bombardements tant que les forces militaires, paramilitaires et de police de la Serbie ne se retireraient pas du Kosovo. Par conséquent, le président Eltsine a décidé de nommer l'ancien premier ministre du Gouvernement russe (1992-1998), Victor Tschernomyrdine, comme son représentant plénipotentiaire personnel pour la Yougoslavie. La Russie a donc essayé de mettre fin au conflit dans les Balkans au moyen de la diplomatie. Monsieur Tschernomyrdine a effectué plusieurs déplacements à Belgrade en vue de convaincre le président serbe Milosevic d'accepter les conditions de l'Occident, tout en gardant son pouvoir sur tout le territoire yougoslave (y compris donc le Kosovo).

Cela s'est avéré une tâche extrêmement délicate, même pour un homme de la trempe de Victor Tschernomyrdine à cause de l'absence de toute idée de compromis, aussi bien du côté serbe que du côté de l'OTAN. Au moment où l'on se mettait à parler de plus en plus sérieusement d'une opération terrestre de l'OTAN au Kosovo, le président serbe a finalement cédé aux conditions fixées par l'Occident (avec l'entrée en scène du négociateur de l'Union européenne Ahtisaari) et non pas par la Russie. Par conséquent, l'envoyé plénipotentiaire du président russe a été qualifié de traître à Moscou par les forces nationalistes et communistes pour avoir «vendu» le Kosovo à l'Occident.

Conséquences pour la Russie

Les Balkans en général et la Serbie en particulier sont devenus le théâtre d'opérations de la nouvelle donne géostratégique en Europe. Vu qu'elle n'a pratiquement plus d'influence en Europe de l'Est, en raison notamment de ses graves problèmes économiques, la Russie se cramponne à sa dernière sphère d'influence en Europe qui est la Yougoslavie. Au début avril 1999, la proposition d'adhésion du Parlement serbe à l'Union des pays slaves (Russie, Biélorussie, Serbie) a été accueillie en Russie avec enthousiasme, jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir.

La Russie a dû faire des concessions à l'Occident en raison de la précarité de son économie. En effet, la Russie est à la limite de la rupture de manière presque permanente. L'Occident tient là un moyen de pression particulièrement efficace, car il sait que la Russie serait rapidement en situation de cessation de paiements, si elle ne recevait pas les crédits occidentaux du FMI et de la Banque mondiale (bouffée d'oxygène ô combien bienvenue pour l'économie russe).

La Russie aimerait jouer un rôle de premier plan en Europe, en particulier dans les Balkans, mais elle doit constater avec

amertume qu'elle n'a pas actuellement les moyens financiers et militaires pour pouvoir dicter ses conditions. Les militaires sont particulièrement fâchés de cette situation. Les temps glorieux où le monde entier craignait la Russie semblent être révolus. Cela est difficile à accepter pour les Russes qui sont des gens très fiers de leur passé et de leur puissance au cours de l'histoire.

L'aventure rocambolesque du détachement russe de 200 soldats, partis de Bosnie pour arriver à Pristina avant les forces de paix de l'OTAN, confirme ce besoin des Russes de démontrer qu'ils existent encore sur l'échiquier des Balkans et que l'Occident, par conséquent, doit compter avec eux. Cet événement a été célébré en Russie comme un haut fait de guerre et également comme une éclatante revanche sur l'Occident, alors qu'au siège de l'OTAN on a qualifié ce coup de force de bizarre (général Clark), voire même de surréaliste. Seul le président Eltsine était au courant de l'opération surprise planifiée et menée par l'Etat-major général russe. Aucun membre du gouvernement, si l'on excepte le ministre de la Défense, n'avait été informé de l'opération. Cela démontre le chaos qui règne au sein du pouvoir russe. Un homme malade et usé par le pouvoir prend des décisions de ce genre sans même en informer son premier

ministre ou ses principaux ministres.

La Russie a subi une nouvelle défaite en ce qui concerne l'attribution des secteurs de responsabilité pour les troupes du maintien de la paix au Kosovo. Le gouvernement russe voulait avoir un secteur complètement autonome au nord-est de la province yougoslave (là où vit principalement la minorité serbe au Kosovo), en vue de défendre les intérêts serbes, mais les Alliés ont refusé de faire cette faveur aux Russes. Par conséquent, ces derniers doivent se contenter de patrouiller à l'intérieur des secteurs français, allemand et américain. Cela n'est pas du goût des militaires russes ainsi que des communistes et des nationalistes, qui tirent à boulets rouges sur le gouvernement et sur le président Eltsine. Dans les prochains mois, il sera intéressant (la situation évolue tellement vite en Russie !) de voir si la Russie va chercher à collaborer avec l'OTAN ou si, au contraire, elle va chercher la confrontation avec l'Occident. Il est clair que l'avenir de la sécurité en Europe dépendra en grande partie de la situation intérieure en Russie après les élections au Parlement (en décembre 1999) et surtout après les élections présidentielles qui auront lieu en principe en juin 2000.

D. S.